

Allocution de Monsieur Claude Chagnon, président, Fondation Lucie et André Chagnon  
à la Chambre de commerce et d'industrie de Québec, le 12 mai 2014.<sup>1</sup>

## Allier l'économique et le social pour prévenir la pauvreté

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

Merci de m'accueillir en si grand nombre !

Permettez-moi d'abord de saluer la présence de quelques leaders économiques et sociaux de la région avec lesquels j'ai la chance de collaborer régulièrement.

Monsieur Alban D'Amours, connu de tous, qui siège à notre conseil d'administration.

Des représentants de l'Institut Mallet. Cet organisme, créé par les Sœurs de la Charité de Québec, a pour mission de contribuer à l'avancement de la culture philanthropique. L'Institut Mallet est bien représenté aujourd'hui par le président du conseil d'administration, Maître Jean M. Gagné, le directeur général Romain Girard, ainsi que des membres de son conseil d'administration dont je fais aussi partie : Messieurs Michel Dallaire et Pierre Métivier.

J'aimerais aussi souligner la présence de représentants du milieu social et communautaire, qui sont des chefs de file dans leurs domaines respectifs, et avec lesquels la Fondation Lucie et André Chagnon a tissé des liens au fil des ans.

Il y a également plusieurs représentants du Gouvernement ainsi que des partenariats que nous avons mis sur pied, conjointement avec le gouvernement du Québec, pour soutenir la mobilisation régionale et locale en ce qui a trait au développement des enfants et à leur réussite. Je veux parler d'*Avenir d'enfants*, de *Réunir Réussir*, et de *Québec en Forme*.

La Chambre de commerce et d'industrie de Québec a comme signature « Agir ensemble sur l'économie régionale ». « Agir ensemble », c'est exactement ce dont je veux vous parler aujourd'hui. C'est aussi pour moi l'occasion de reconnaître qu'au sein même de votre région, il y a des exemples extraordinaires de gens d'affaires qui s'engagent solidairement pour relever des défis sociaux et pour favoriser le développement et la réussite des enfants. Ces personnes savent que c'est un autre très bon moyen « d'agir ensemble sur l'économie régionale et sur leur propre qualité de vie ».

---

<sup>1</sup> La prestation peut différer du texte.

La Fondation Lucie et André Chagnon a pour mission de prévenir la pauvreté en ciblant la réussite éducative des jeunes Québécois. Nous misons principalement sur la mobilisation de tous les acteurs de la société pour y arriver, incluant ceux du monde des affaires. Je suis persuadé que le milieu économique, que vous représentez, a un rôle-clé à jouer.

On dit toujours qu'une image vaut mille mots. Alors, j'aimerais vous présenter une courte vidéo qui illustre de façon fort simple ce qui nous anime profondément.

*Nous voulons.*

Brièvement, ce qui a motivé ma famille à créer la Fondation en l'an 2000 se résume ainsi : Pour nous, la pauvreté ne doit pas être considérée comme une fatalité.

Dans une société comme la nôtre, il est inacceptable de constater qu'encore aujourd'hui, de nombreux enfants vivent et grandissent dans des conditions défavorables. La pauvreté qui les affecte ainsi que leurs familles et leurs milieux nous concerne tous. Ce n'est pas seulement leur développement qui est compromis, mais c'est aussi celui de toute notre société.

Pour relever le défi de la pauvreté, la Fondation Chagnon soutient depuis maintenant 14 ans le travail de milliers d'organismes et de personnes qui œuvrent partout au Québec.

La Fondation Chagnon mise sur l'avenir, c'est-à-dire sur le développement et la réussite éducative des enfants du Québec. Nous croyons qu'en aidant les enfants à atteindre leur plein potentiel, il sera plus facile de rompre le cercle de la pauvreté. Leur réussite éducative est un gage de prévention de la pauvreté qui exige un engagement à long terme et de toutes les sphères de notre société.

Au premier chef, nous voulons souligner et valoriser le rôle et la capacité des parents, car ils sont les premiers en mesure d'amener leurs enfants à développer leur plein potentiel. Ensuite, nous voulons contribuer à la création de conditions de vie favorables au développement de tous et de nos collectivités.

Je suis optimiste. En effet, je suis à même de constater que des centaines de milliers de parents et autant d'éducatrices et d'éducateurs, d'enseignantes et d'enseignants, de bénévoles, d'organismes communautaires, de professionnels, de gestionnaires et d'entrepreneurs sociaux et du monde des affaires s'y consacrent déjà très concrètement, quotidiennement et avec passion. Ensemble, par leurs gestes, leurs décisions et les initiatives souvent novatrices qu'ils mettent en œuvre, ils entourent chaque enfant, contribuent à son développement, l'encouragent à adopter de saines habitudes de vie et soutiennent les parents et les familles.

Du point de vue économique, investir dans la petite enfance et la réussite des jeunes ne peut qu'être bénéfique. À titre d'exemple, je voudrais mentionner l'étude de Pierre Fortin, Luc Godbout et Suzie St-Cerny, des économistes québécois dont la réputation n'est plus à faire. Cette étude démontre que notre choix collectif d'investir dans les services de garde est très rentable en faisant augmenter de 70 000 le nombre de Québécoises qui occupent un emploi et circuler 5,1 milliards de plus dans l'économie. Pour nous, les retombées positives de tels investissements sont indéniables tant sur le plan économique à long terme que sur le plan humain, social, et en particulier en ce qui a trait au développement des enfants.

Non seulement des experts québécois en petite enfance ou en éducation le disent, mais également des experts internationaux. J'aimerais, à ce titre, citer les propos de James Heckman, prix Nobel d'économie en 2000:

*« Toutes les compétences d'un individu se construisent sur des fondations et des aptitudes qui se développent tôt dans l'existence. L'intervention précoce réduit le coût des interventions ultérieures. (...) Les recherches ont prouvé que ce sont les premières années qui sont le plus propices si l'on veut investir dans le développement de l'enfant. C'est là que l'on peut s'attendre au meilleur rendement de l'investissement. »* (fin de la citation).

L'idée de la prévention fait son chemin. Encore trop souvent nos gouvernements sont confrontés aux urgences et occupés à répondre aux besoins immédiats, mais je suis sûr que l'importance d'agir tôt prendra de plus en plus la place qui lui revient pour le bien de notre société. On pourrait même dire que l'urgence est à la prévention.

Récemment, le chroniqueur Alain Dubuc écrivait: « Si je devais proposer mon top 3 des priorités que le Québec devrait choisir pour assurer sa réussite économique, je choiserais d'abord l'éducation. Ensuite? L'éducation. Et en troisième lieu? Encore l'éducation! »

Enfin, je lisais récemment un livre sur le développement économique local et régional intitulé « Planning local economic development ». Il décrivait les caractéristiques d'une région résiliente sur le plan économique. Sur les 16 atouts d'une économie régionale résiliente, quatre étaient directement reliés à mon propos. Je veux parler de la réduction des inégalités de revenus, de la réussite scolaire, de l'accessibilité financière et de la réduction de la pauvreté. À côté de cela, figuraient d'autres indicateurs plus traditionnels, mais non moins importants, tels que la diversification économique, l'environnement d'affaires et les infrastructures.

En fait, mon rêve est que nous laissions tomber les silos. Je souhaite que tous les acteurs, économiques et sociaux, se mobilisent. Le développement des personnes et des communautés, la prévention de la pauvreté et l'éducation sont des préoccupations que nous devons tous partager.

Le milieu des affaires a donc tout intérêt et la responsabilité de contribuer à créer les conditions qui favorisent le développement et la réussite éducative des enfants, et ce, durant tout leur parcours, de la plus tendre enfance jusqu'à l'âge adulte. Un taux de décrochage élevé a comme corollaire une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Plusieurs savent que je suis un *fan* de Boucar Diouf. Alors je vais faire un Boucar Diouf de moi-même et citer un proverbe africain – et ce ne sera pas « Il faut un village pour élever un enfant » - bien que je souscrive entièrement à ce proverbe.

En voici un autre : « Je suis ce que je suis à cause de ce que nous sommes tous ». On pourrait dire que chacun d'entre nous, ou que chacune de nos entreprises, se définit par l'environnement dans lequel il ou elle agit ; cet environnement est façonné par ses habitants, ses enfants, leurs familles... C'est ce qui fait la particularité d'un quartier, qu'il soit prospère ou défavorisé, d'une municipalité ou d'une région.

Comme une entreprise qui traverse une période difficile, un individu qui vit une période de précarité n'est pas le seul responsable de son sort. Il devient donc important de se préoccuper de chaque membre de notre collectivité, afin de l'aider à sortir de son isolement, et de créer des conditions qui favorisent son épanouissement. Il en va de notre propre qualité de vie et de la santé de nos entreprises.

La Chambre de commerce et d'industrie de Québec en témoigne bien par son association à Centraide pour décerner le prix *Fidélides* de l'engagement social. D'ailleurs, j'aimerais profiter de l'occasion pour féliciter Centraide Québec-Chaudière Appalaches pour les liens de solidarité qu'elle tisse entre les milieux économiques, sociaux et les organismes communautaires. Ce faisant, elle aide les personnes et les familles en

situation de pauvreté ou d'exclusion à reprendre le pouvoir sur leur vie, à trouver leur place dans la société et y grandir dans le respect et la dignité.

Ce qui me ramène à la notion « d'agir ensemble ».

Il y a un autre proverbe que j'aime répéter à qui veut l'entendre : « seul on va plus vite, ensemble on va plus loin ».

Au cours des quatorze dernières années, notre expérience et nos apprentissages nous ont convaincu qu'il existe de multiples façons d'aborder un enjeu aussi complexe que celui de la pauvreté. Chacune de ces façons doit être adaptée aux différents environnements et aux différentes réalités. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de soutenir les initiatives émanant de regroupements de partenaires locaux. Ce sont eux, sans oublier les parents, les mieux placés pour savoir ce qui est pertinent pour les enfants et pour prévenir la pauvreté sur leur territoire. Ce choix de soutenir les initiatives locales s'est traduit par la mise sur pied d'*Avenir d'enfants*, de *Québec en Forme* et de *Réunir Réussir*, des partenariats dont nous partageons la gouvernance avec le Gouvernement.

Le *Réseau québécois de développement social* reconnaissait récemment que le développement économique et le développement social vont de pair. En résumé : « Plus une économie va, mieux les gens vont ; et plus les gens vont, mieux se porte l'économie ».

La participation soutenue du milieu des affaires à des initiatives sociales et communautaires ainsi qu'à des projets communs, concrets et structurants est souhaitable. Elle est souhaitable même si le développement social ne répond pas à une logique de rendement trimestriel ou de concurrence comme dans le secteur privé. Les résultats sont le fruit de la collaboration, pas de la concurrence, et se manifestent sur des décennies, pas sur un trimestre. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la Fondation Chagnon, dans le cadre de ses partenariats avec le Gouvernement, a choisi d'apporter son soutien sur un horizon de dix ans au lieu de financer des projets disparates et à court terme.

Au début de mon intervention, je vous ai dit que mon objectif, aujourd'hui, était de mettre en lumière des initiatives d'acteurs du milieu économique qui s'engagent pour relever des défis sociaux et pour favoriser le développement et la réussite des enfants.

Voici donc des exemples de la région qui sont très évocateurs de l'idée *d'agir ensemble*.

Compte tenu de l'essor économique de la région, je sais que de nombreuses entreprises d'ici sont impliquées dans l'éducation et le développement de la main-d'œuvre. Je sais aussi que beaucoup d'employeurs ont adopté des pratiques compatibles avec la conciliation famille-travail et études-travail. Ces pratiques ont des effets positifs sur les enfants, les jeunes et les parents ainsi que sur les entreprises elles-mêmes en termes de productivité, d'attrait, de rétention et de satisfaction des employés.

Sur le plan de la persévérance scolaire, il y a de très beaux exemples dans la région. Plusieurs gravitent autour de l'organisme *La persévérance... c'est Capitale !* qui compte sur le soutien de *Réunir Réussir* et sur le leadership de la Conférence des élus de la Capitale-Nationale. Une entreprise comme *La Capitale Groupe financier* a injecté 50 000 \$ pour se joindre à un effort collectif de financement d'initiatives en persévérance scolaire.

Un autre exemple à l'échelle locale est celui de Telus qui contribue financièrement au projet « La Table est mise » à Beauport. Ce projet offre aux adolescents l'occasion de découvrir leur potentiel en développant leurs habiletés culinaires grâce à l'encadrement d'un chef cuisinier et d'une intervenante sociale.

Par ailleurs, Telus encourage ses employés à s'impliquer directement dans plusieurs initiatives de la communauté. Ses employés s'impliquent, par exemple, dans le conseil d'administration, dans des collectes de fonds et participent à des corvées. Voilà l'exemple d'une entreprise qui se joint à un projet collectif, ce qui va exactement dans le sens de ce que le Réseau québécois de développement social recommande.

J'aurais pu également vous parler de Desjardins et de Canadian Tire qui s'impliquent financièrement et humainement dans le même genre d'initiatives. Je pense au projet *Sur la route de l'espoir* porté par l'organisme *Motivaction jeunesse*.

En référence à l'idée de mettre des compétences au profit d'organismes communautaires, je me dois de souligner *Bénévoles d'expertises*, une initiative de Centraide. *Bénévoles d'expertise* est un service de jumelage personnalisé entre les organismes communautaires à vocation sociale et des bénévoles experts qui vont soutenir des personnes dans leurs responsabilités professionnelles.

Il n'est pas nécessaire d'être une grande entreprise pour s'impliquer. Vous connaissez peut-être le restaurant *Le Cercle* dans le quartier St-Roch. Bien plus qu'un restaurant, *Le Cercle* collabore étroitement avec le Regroupement local de partenaires « Commun'Action 0-5 ans Saint-Sauveur et Saint-Roch » soutenu par *Avenir d'enfants*. Il propose une programmation culturelle avec un volet enfance et famille qui consiste en la projection de films, des ateliers de danse, de cuisine, d'architecture, de musique et d'art. Il met à contribution plusieurs collaborateurs, dont des artistes locaux. Le Cercle contribue ainsi à briser l'isolement des jeunes familles, à favoriser la mixité sociale et à affirmer que les enfants ont leur place dans Saint-Roch, un quartier en plein centre-ville.

On ne peut pas parler du lien entre l'économie et le social sans parler d'économie sociale. Les entreprises d'économie sociale sont des coopératives, des mutuelles et des organismes à but non lucratif qui offrent ou échangent des biens et des services sans chercher le profit à tout prix. Leur raison d'être est d'accomplir une mission sociale tout en ayant une rentabilité économique. Le poids de l'économie sociale n'est pas négligeable au Québec. Elle représente 8 % du PIB, compte 7 000 entreprises et 125 000 employés, pour un chiffre d'affaires de 17 milliards de dollars !

Or, il y a une entreprise d'économie sociale qui a été conçue à Québec en 2002 et qui a fait des petits. Il s'agit des Accorderies dont le réseau en compte aujourd'hui 12. La Fondation Chagnon appuie depuis longtemps et avec enthousiasme cette innovation et son expansion. Il faut aussi noter que 10 Accorderies ont été créées en France.

Une Accorderie offre aux citoyens d'une collectivité de mettre leurs compétences en commun en ayant comme monnaie d'échange le temps. Par exemple, celui qui sait bricoler offre ses services et accumule des heures qu'il pourra ensuite utiliser pour suivre des cours d'espagnol auprès d'un autre membre.

Les membres s'échangent des services individuels, mais aussi des services collectifs, comme le regroupement d'achats et le crédit solidaire. Depuis 2002, c'est 77 000 heures que se sont échangées 3 000 personnes, des personnes dans des situations précaires qui se réintègrent dans la société, sont valorisées et développent leur pouvoir d'agir.

Il s'agit d'un extraordinaire moyen de prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale.

Avant de terminer, j'aimerais remercier les représentants de toutes les initiatives, qui ont illustré mes propos, d'avoir répondu présent à notre invitation à se joindre à nous aujourd'hui. Le temps me manque pour tous les mentionner.

Je pourrais continuer longtemps ma liste d'exemples issus de votre magnifique région et je suis désolé de ne pas pouvoir le faire. Mais je suis certain que celles et ceux qui s'impliquent dans le développement des enfants, leur réussite ainsi que le développement de leur communauté se reconnaissent dans mes propos.

Cumulativement, ces initiatives portent fruit. J'en veux pour preuve le taux de diplomation, qui a fait des gains depuis quelques années, ou la diminution du nombre de jeunes de moins de 18 ans à vivre dans des ménages à faible revenu. Selon l'Institut de la statistique du Québec, ce taux est passé de 15 % en 1996 à 10 % aujourd'hui. C'est 10 % de trop, bien sûr, mais les choses évoluent dans le bon sens! Il ne faut pas lâcher – un peu comme on le demande à nos enfants.

Comme gens d'affaires, vous jouez un rôle important dans notre société :

- en mettant à profit vos ressources humaines et financières,
- en favorisant la conciliation études-travail et famille-travail, et
- en offrant des produits et services dans une perspective de développement durable,
- en participant et en collaborant activement à des initiatives collectives,
- en soutenant des mesures qui vont dans le sens de la persévérance scolaire et de la prévention.

Je voudrais vous encourager à agir dès maintenant, car les besoins sont grands. Beaucoup d'entre vous êtes des entrepreneurs. Je suis certain que votre ouverture, votre créativité et votre leadership vous permettront de mettre en place des solutions originales et novatrices ainsi que de travailler avec vos collègues institutionnels et communautaires pour améliorer le sort de nos concitoyens.

Bref, agissons ensemble, impliquons-nous, car ce n'est qu'en conjuguant tous nos gestes que nous constituerons la chaîne humaine nécessaire pour prévenir la pauvreté et pour que les enfants du Québec réussissent à l'école et dans la vie.

Merci.